

DÉCLARATION DU COMITÉ NATIONAL

Deux ans après le début de la pandémie de COVID-19, nous faisons face à une nouvelle vague fulgurante. Le gouvernement a décidé de “laisser circuler” le virus, misant sur le nombre de vacciné-es et sur la relative “moins dangereuse” d’Omicron pour aller vers une forme de “normalisation” face à la pandémie. Cette décision “par le haut” dénuée de toute démocratie se fait sur le dos de la santé et la sécurité de la population, des travailleuses et travailleurs, principalement pour “faire tourner l’économie”, en dépit des mort-es directes et indirectes ou des risques de “COVID-long”.

Le manque de moyens dénoncé de longue date dans le service public hospitalier, notamment par SUD Santé Sociaux, est délétère pour ceux et celles touché-es par le Covid, et mène à l’annulation d’opérations et de soins qui ont des conséquences sur la population. Les immuno-déprimé-es et leurs proches sont inquiet-es et se coupent parfois de toute vie sociale.

L’Union syndicale Solidaires a toujours revendiqué des moyens matériels et humains pour lutter contre cette pandémie et particulièrement pour les travailleur-euses des masques efficaces, des capteurs de CO2, des produits désinfectants et des conditions de travail adaptées. Pour lutter contre la pandémie mondiale, l’Union syndicale Solidaires participe à la campagne Levée des brevets sur les vaccins et s’est prononcée pour le vaccin et son accès au plus grand nombre, car il protège des formes graves et sauve des vies. Mais c’est persuader la population et rendre le vaccin accessible qu’il faut privilégier et non pas une obligation ou une forme d’ostracisation et de discrimination des individus, ce qui nous a fait nous opposer au pass sanitaire comme au pass vaccinal aujourd’hui qui multiplie les exceptions liberticides, instaure une sanction disproportionnée, le licenciement, à l’absence de présentation du passe vaccinal. Nous n’oublions pas que la vaccination est aussi une question sociale et que les plus pauvres sont moins vacciné-es parce que le vaccin et l’information sont moins accessibles pour elles et eux.

L’école a été totalement désorganisée et doit faire face au mépris du gouvernement, à des protocoles non applicables annoncés au dernier moment dans les médias et à l’absence de protection pour les personnels, les élèves et les familles. L’intersyndicale nationale de l’éducation et la FCPE, dont SUD Education, le SUNDEP Solidaires, et SUD Collectivités Territoriales, ont décidé d’appeler à une grève le 13 janvier. L’Union syndicale Solidaires soutient cette grève et appelle ses membres, dans la mesure du possible, à ne pas envoyer les enfants à l’école ce jeudi.

Solidaires réaffirme que la santé est supérieure aux profits. C’est dans nos lieux de travail, au plus près des réalités qu’il faut s’organiser et construire les protocoles efficaces et applicables. Les syndicats sont indispensables. Il faut aller vers l’adhésion pour les vaccins plutôt que la contrainte. L’humanité a besoin d’une levée urgente des brevets. Enfin, outre les outils de protection, il faut des moyens humains, particulièrement dans les services publics.

C’est dans ce contexte que l’extrême-droite continue d’occuper le terrain médiatique et de polariser le débat public. Le gouvernement, qui enchaîne les mesures et propositions sécuritaires et liberticides, a une lourde responsabilité. Nous le rappelons, l’extrême-droite est l’ennemie des travailleuses et des travailleurs et de la démocratie. L’Union syndicale Solidaires fait, dès maintenant et publiquement, la proposition d’une campagne intersyndicale d’urgence et de terrain contre l’extrême droite et ses idées. L’Union syndicale Solidaires sera par ailleurs de toutes les mobilisations locales face aux initiatives et

meetings de la haine. Solidaires appelle à la construction d'une journée de mobilisation nationale contre l'extrême-droite avec l'objectif d'une unité syndicale et du mouvement social la plus large possible.

L'urgence sociale nécessite aujourd'hui une vaste mobilisation. La pénurie mondiale sur les matériaux accentue les tensions économiques et les positionnements impérialistes sur les matières premières, dont la flambée des prix de l'énergie et des produits alimentaires. L'inflation, la hausse des prix des produits alimentaires et de première nécessité mettent des millions de salarié-es, d'étudiant-es, de privé-es d'emplois et de retraité-es dans des situations quotidiennes difficiles. Dans le même temps, les profits du CAC 40 s'envolent, les milliardaires démultiplient leur fortune. L'urgence est à un autre partage égalitaire des richesses. L'Union syndicale Solidaires mène une campagne de fond sur l'augmentation des salaires, des pensions, des indemnités chômage et des minimas sociaux. L'appel intersyndical et interprofessionnel à la grève et à manifestation le jeudi 27 janvier est une étape importante pour peser dans toutes les négociations ouvertes et en obtenir d'autres !

La lutte pour sortir des difficultés de "fin du mois" n'occulte pas pour nous celle "de la fin du monde". L'Union syndicale Solidaires participera activement aux mobilisations initiées par "Plus Jamais Ça", cette alliance qui permet de lier urgences écologiques et sociales. Au moment où les tristes records de température s'enchaînent tout comme les catastrophes liées aux dérèglements climatiques, il y a urgence à agir sur le système de production, la circulation et de consommation. Nous nous associerons, dans les mois à venir, aux mobilisations pour le climat.

Les combats pour les conditions de travail, contre les accidents mortels au travail et pour l'égalité sont quotidiens. Solidaires est engagée auprès des luttes de régularisation des travailleurs et travailleuses sans-papiers, en particulier à la Poste, chez DPD et Chronopost avec SUD PTT et l'appui décisif de Solidaires 91 et 94.

L'Union va participer à construire la grève féministe du 8 mars, essentielle pour faire reculer les violences, les inégalités et les discriminations de genre que la crise sanitaire a mis en exergue. Les métiers invisibilisés des femmes doivent être revalorisés et les inégalités salariales combattues.

Nous n'oublions pas que la répression contre les militant-es, en particulier les syndicalistes, continue, comme à la Poste et dans l'éducation aujourd'hui. Nous ne laisserons jamais nos camarades seul-es face au patronat ou aux hiérarchies. Nous ne lâcherons rien non plus face aux dispositifs liberticides que le gouvernement promulgue, comme du contrat d'engagement républicain qui entend mettre au pas les associations et les opposants aux politiques libérales ! Nous luttons pour une société où la démocratie et la liberté syndicale ont pleinement leur sens !

Enfin, le comité national de l'Union syndicale Solidaires apporte sa solidarité aux peuples en lutte pour leurs libertés et leurs droits partout dans le monde, et aujourd'hui en particulier au Kazakhstan.